

	Régimes + Chefs de l'Etat	Majorités + Gouv.	Faits majeurs
1940-1944 Etat Français	Métropole : Etat français, dirigé par Mal Pétain; installé à Vichy; contrôle AFN, AOF, Madagascar et Antilles; plus aucune apparence de pouvoir à partir occupation Zone non occupée (nov. 1942)	Dictature collaborant avec Allemagne; devise : travail, famille, patrie; suppression des libertés; discrimination envers Juifs (aide à déportation) et francs-maçons; lutte contre Résistants (Gaullistes, Communistes)	10 juillet 1940 : vote des pleins pouvoirs à Pétain par Assemblée Nationale (sauf 81 élus) octobre 1940 : entrevue de Montoire = collaboration juillet 1942 : rafle du Vel d' Hiv nov. 1942 : occupation Zone non occupée par Allemands
1940-1944 France libre	18 juin 1940 : création France libre dirigée par Gal de Gaulle depuis Londres; rallie AEF et colonies du Pacifique nov. 1942 : débarquement allié en Algérie et Maroc ==> ralliement de tout l' Empire; fusion avec Giraudistes et création CFLN à Alger (juin 1943)	Permanence de la République : Comité national fr. ; devise = honneur et patrie; pour de Gaulle, Vichy = pas la vraie France , « nul et non avenu » Création CFLN à Alger (juin 1943) (Gaullistes + Giraudistes); création Assemblée consultative d' Alger (sept. 1943) avec Parlementaires qui ont rallié la France libre	Création FFL qui continuent combat aux côtés des GB en Libye (1940-1942); organisation Résistance intérieure fédérée par J. Moulin en mai 1943 (CNR) Après nov. 1942, création de l' Armée de la Libération (FFL+ Armée d' Afrique + mobilisés) qui combat en Tunisie, Italie puis France (1942-1944) et incorpore FFI (résistants armés intérieurs)
1944-1946 GPRF	Charles DE GAULLE, Prés. du GPRF jusqu' en janvier 1946) F. GOUIN (janv. 1946- juin 1946) G. BIDAULT (juin 1946- déc. 1946)	CFLN transformé en GPRF (juin 1944) Election Asss. Constituante (octobre 1945) Tripartisme (PCF + SFIO + MRP) (oct. 1945- oct. 1946)	Victoire sur Allemagne (mai 1945) Début Reconstruction Droits civiques aux femmes (mai 1944) Nationalisations Planification Sécu. Soc.(oct. 1945) Démission de Gaulle (janv.1946)
1946-1953 IV° REP.	V. AURIOL (SFIO)	Tripartisme (oct. 1946-mai 1947) 3° Force (mai 1947-déc. 1950) Centre-droit / Centre-Gauche (déc. 1950- janv. 1956) 1 Gouv. tous les 6 mois ½ le plus important : A. PINAY (Droite modérée, fév.-déc.1952)	Reconstruction Aide Marshall (1948-1952) Début 30 Glorieuses Entrée dans OTAN (1949) SMIG (1950) CECA (avril 1951) Guerre d' Indochine (1946-1954)
1953-1958 IV° REP.	R. COTY (Droite modérée)	Centre-droit / Centre-Gauche (déc. 12950-janv. 1956) Front républicain (1956-1958) 1 Gouv. tous les 6 mois ½; les plus importants : P. MENDES-FRANCE (Centre Gauche, juin 1954- fév. 1955) G. MOLLET (Front rép.) (janvier 1956-mai 1957)	Fin Guerre d' Indochine (1954) Indép. Maroc et Tunisie (1956) Autonomie Afr. noire (1956) 3° sem. congés payés (1956) Fin CED (1954) CEE (mars 1957) Début Guerre d' Algérie (nov. 1954) Crise du 13 mai 1958

<p>1958-1969 V° REP.</p>	<p>Charles DE GAULLE élu en déc. 1958 contre G. Marrane (P.C.F) réélu en déc. 1965 contre F. Mitterrand (candidat unique Gauche) démissionne avril 1969 après échec referendum sur régions et réforme Sénat</p>	<p>U.N.R. puis U.D.R. (Gaullistes) + R.I. (Droite libérale) de V. Giscard d' Estaing</p> <p>1° Ministres : M. DEBRE (1959-1962) G. POMPIDOU (1962-1968) M COUVE DE MURVILLE (1968- 1969)</p>	<p>Prosperité remarquable (croissance de 5,5 % an) Fin décolonisation (indépendance pacifique Afrique noire fr, fin dramatique Guerre d'Algérie: accords d'Evian 1962) Renforcement extérieur (force de dissuasion nucléaire bombe A 1960, bombe H 1968) Multiples réformes (instruction oblig. jusqu'à 16 ans 1959, droits des femmes dans le couple, « pilule » autorisée 1967, participation des travailleurs aux bénéfices des sociétés 1967) « Evénements » de mai 1968 en raison malaise des étudiants Echec du referendum d' avril 1969 sur création des régions et réforme du Sénat</p>
<p>1969-1974 V° REP.</p>	<p>Georges POMPIDOU (U.D.R.) élu en juin 1969 contre A. Poher (Centre) décédé en avril 1974</p>	<p>U.D.R. (Gaullistes) + R.I. (Droite libérale)</p> <p>1° Ministres : J. CHABAN-DELMAS (1969-1972) P. MESSMER (1972-1974)</p>	<p>Accentuation prospérité (croissance de 6 % an) S.M.I.C. (1970) Création régions (1972) Elargissement CEE (entrées GB, Irlande, Danemark) 1° choc pétrolier (octobre 1973): prix x 4</p>
<p>1974-1981 V° REP.</p>	<p>Valéry GISCARD D' ESTAING(R.I.) élu en mai 1974 contre F. Mitterrand (Union de la Gauche)</p>	<p>R.P.R. (ex U.D.R.) dirigé par J. Chirac + U.D.F. (R.I. + Centristes + Radicaux valoisiens)</p> <p>1° Ministres : J. CHIRAC (1974-1976) R. BARRE (1976-1981)</p>	<p>Majorité à 18 ans ; autorisation IVG Début « Crise économique » 2° choc pétrolier (1979-1980) Création S.M.E. et E.C.U. Election du Parlement européen au suffrage universel</p>
<p>1981-1995 V° REP.</p>	<p>François MITTERRAND (P.S.) élu en mai 1981 contre VGE réélu en mai 1988 contre J. Chirac(R.P.R)</p>	<p>1981-1986 : Union de la Gauche (P.S. + M.R.G. + P.C.F.) 1° Ministres : P. MAUROY (1981-1984) L. FABIUS (1984-1986) 1986-1988: 1° Cohabitation = majorité R.P.R. et U.D.F. et gouvernement J. CHIRAC 1988-1993 : PS + M.R.G. 1° Ministres : M. ROCARD (1988-91) E. CRESSON (1991-92) P. BEREGOVYOY (1992-93) 1993-1995: 2° Cohabitation = majorité R.P.R. et U.D.F. et ministère E. BALLADUR</p>	<p>Réformes de 1981-1982 (39 h, 5° semaine congés payés, retraite à 60 ans, abolition peine de mort) Création R.M.I. et C.S.G. (1988-1989) Persistance « Crise » éco., soc. et morale Progrès F.N. C.E.E. devient U.E. (1992-93) Intervention fr dans 1° Guerre du Golfe (1990-1991)</p>
<p>1995-2007 V° REP.</p>	<p>Jacques CHIRAC (R.P.R.) élu en mai 1995 contre L. Jospin (P.S.) réélu en mai 2002 contre J.M.</p>	<p>1995-1997: R.P.R. + U.D.F. 1° Ministre : A. JUPPE 1997-2002 : 3° Cohabit. = majorité Gauche plurielle (P.S. + M.R.G. + M.D.C. + Verts + P.C.F.): gouv. L.</p>	<p>Persistance « Crise » Réformes de 1997-1998 (35 h, P.A.C.S., C.M.U.) Adoption de l'€ (1999 – 2002) Réf. retraites (2003 : align. de durée cotisations pub./privé)</p>



		2002-2007 = majorité U.M.P. (R.P.R + U.D.F.); 1° Ministres: JP. RAFFARIN (2002-05) D. DE VILLEPIN (2005-07)	(2003) Rejet Constit. UE (2005) Crise des banlieues (2005)
2007-2012 V° REP.	Nicolas SARKOZY (U.M.P) élu en mai 2007 contre S. Royal (PS) battu en mai 2012 par F. HOLLANDE (PS)	U.M.P 1° Ministre : F. FILLON (2007-2012)	Loi TEPA RSA Grenelle environnement Réf. retraites (2010 : 62 ans) Intervention en Libye (2011) problèmes finances publiques avec crise de 2008



Doc. 1 À Alger, Charles de Gaulle appelle à une démocratie sociale.

C'est la démocratie, renouvelée dans ses organes et surtout dans sa pratique, que notre peuple appelle de ses vœux [...]. Mais la démocratie française devra être une démocratie sociale, c'est-à-dire assurant organiquement à chacun le droit de la liberté de son travail, garantissant la dignité et la sécurité de tous, dans un système économique tracé en vue de la mise en valeur des ressources nationales et non point au profit d'intérêts particuliers, où les grandes sources de la richesse commune appartiendront à la nation, où la direction et le contrôle de l'État s'exerceront avec le concours régulier de ceux qui travaillent et de ceux qui entreprennent.

Charles de Gaulle, discours devant l'Assemblée consultative, Alger, 18 mars 1944,
Discours et messages, vol. 1, Paris, Plon, 1970.

Plus que jamais

RENAULT

RÈGE NATIONALE

L'AUTOMOBILE DE FRANCE





SECURITE
SOCIALE

Doc. 2 Note de Jean Monnet à Charles de Gaulle (4 décembre 1945).

En janvier 1946, Charles de Gaulle confie à Jean Monnet la direction du nouveau Commissariat au Plan chargé de la reconstruction du territoire.

Modernisation et reconstruction doivent être poursuivies simultanément. [...] Il faudra une volonté ferme des pouvoirs publics et un effort considérable d'information pour faire comprendre à la nation que le mal essentiel dont souffre l'économie française est le caractère archaïque d'une grande partie de notre équipement et de nos méthodes de production. [...] Il est nécessaire d'aller vite. Sinon, nous risquons de voir l'économie française se cristalliser à un niveau de médiocrité contraire à l'intérêt de l'ensemble de la nation. [...] Puisque l'exécution du plan exigera la collaboration de tous, il est indispensable que tous les éléments vitaux de la nation participent à son élaboration. C'est pour cela que la méthode de travail proposée associe dans chaque secteur l'administration responsable, les experts les plus qualifiés, les représentants des syndicats professionnels (ouvriers, cadres, patrons).

Charles de Gaulle, Mémoires de guerre, t. 3, Le Salut, 1944-1946, Paris, Plon, 1970.

Discours de Bayeux (16 juin 1946) : extraits

1. Il est clair et il est entendu que le vote définitif des lois et des budgets revient à une Assemblée élue au suffrage universel et direct. Mais le premier mouvement d'une telle Assemblée ne comporte pas nécessairement une clairvoyance et une sérénité entières. Il faut donc attribuer à une deuxième Assemblée, élue et composée d'une

5. autre manière, la fonction d'examiner publiquement ce que la première a pris en considération, de formuler des amendements, de proposer des projets...

Du Parlement, composé de deux Chambres et exerçant le pouvoir législatif, il va de soi que le pouvoir exécutif ne saurait procéder, sous peine d'aboutir à cette confusion des pouvoirs dans laquelle le Gouvernement ne serait bientôt plus rien qu'un
10 assemblage de délégations...

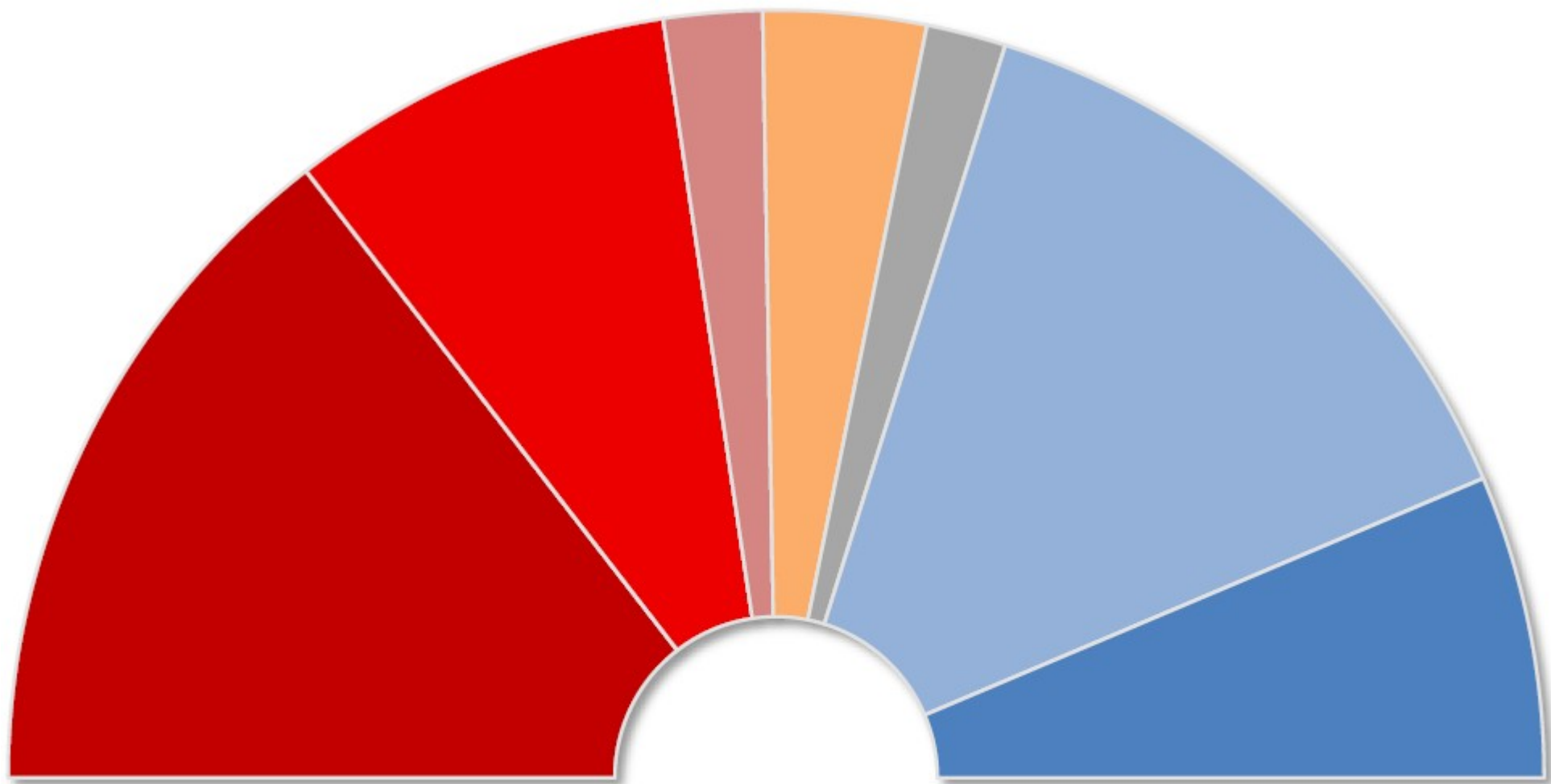
C'est donc du chef de l'État, placé au-dessus des partis, élu par un collège qui englobe le Parlement mais beaucoup plus large et composé de manière à faire de lui le président de l'Union française en même temps que celui de la République, que doit procéder le pouvoir exécutif. Au chef de l'État la charge d'accorder l'intérêt général
15 quant au choix des hommes avec l'orientation qui se dégage du Parlement. À lui la mission de nommer les ministres et, d'abord, bien entendu, le Premier, qui devra diriger la politique et le travail du Gouvernement. Au chef de l'État la fonction de promulguer les lois et de prendre les décrets, car c'est envers l'État tout entier que ceux-ci et celles-là engagent les citoyens. À lui la tâche de présider les Conseils du
20 Gouvernement et d'y exercer cette influence de la continuité dont une nation ne se passe pas. À lui l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques, soit normalement par le conseil, soit, dans les moments de grave confusion, en invitant le pays à faire connaître par des élections sa décision souveraine. À lui, s'il devait arriver que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance
25 nationale et des traités conclus par la France.

Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946

1. Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.
2. Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :
3. La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.
4. Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.
5. Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.
6. Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.
7. Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.
8. Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.
9. Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.
10. La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.
11. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.
12. La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.
13. La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat.
14. La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.
15. Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.
16. La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.
17. L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.
18. Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

FORCES POLITIQUES SOUS LA IV^o REPUBLIQUE (1946 – 1958) :

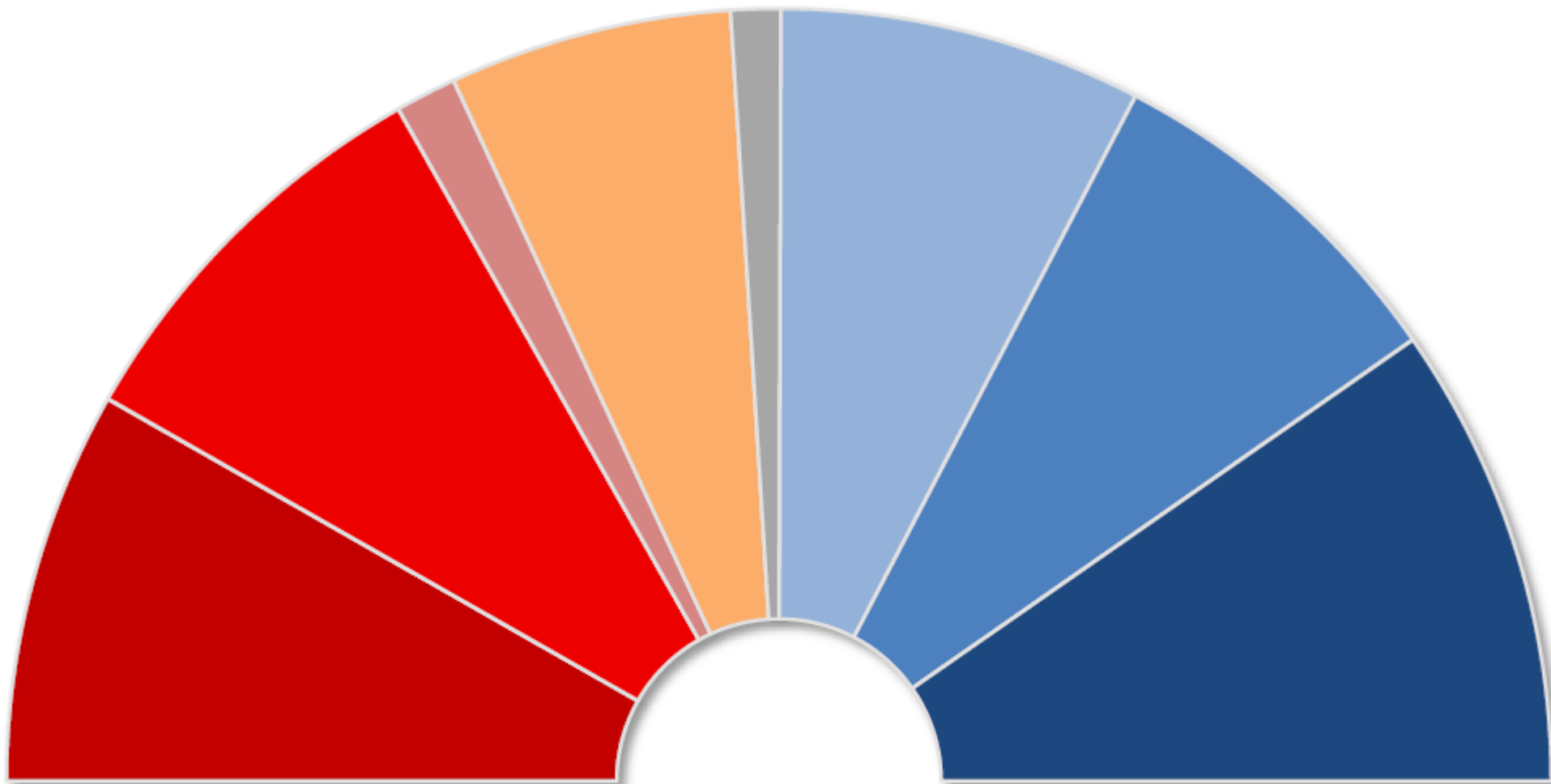
<i>Partis politiques Dirigeants essentiels</i>	<i>Idées essentielles en politique intérieure</i>	<i>Idées essentielles en politique étrangère</i>
Parti communiste français (P.C.F.) (M. Thorez, J. Duclos)	dirigisme économique accentuation nationalisations laïcité de l' école	pro-soviétique anti-EU anti-colonialiste anti-européen
Socialistes : .Section Fr. Internat. Ouvr. (S. F. I. O.) (P. Ramadier, V. Auriol, G. Mollet) . U.D.S.R (F. Mitterrand, R. Pleven)	planification économique keynésianisme laïcité de l' école	anti-soviétique atlantiste pro-européen
Parti radical (P. Mendès France, E. Faure)	équilibre budgétaire stabilité FF keynésianisme laïcité de l' école	anti-soviétique atlantiste peu européen
Mouvement républicain populaire (MRP) (G. Bidault, R. Schuman, J. Monnet)	équilibre budgétaire stabilité FF aide à école privée	anti-soviétique atlantiste très européen
Centre-Droit (surtout C.N.I.P.) (A. Pinay)	équilibre budgétaire stabilité FF aide à école privée	anti-soviétique atlantiste peu européen
Rassemblement du Peuple Français (R.P.F.) (créé par De Gaulle en 1947 et dirigé par J. Soustelle)	équilibre budgétaire stabilité FF planification économique veut réformer institutions	anti-soviétique anti-EU très peu européen
Poujadistes (parti protestataire créé par P. Poujade en 1955)	anti «partis officiels» anti-fiscal favorable à soutien P.M.E.	anti-soviétique atlantiste colonialiste



Assemblée nationale française

Elections du 10 novembre 1946

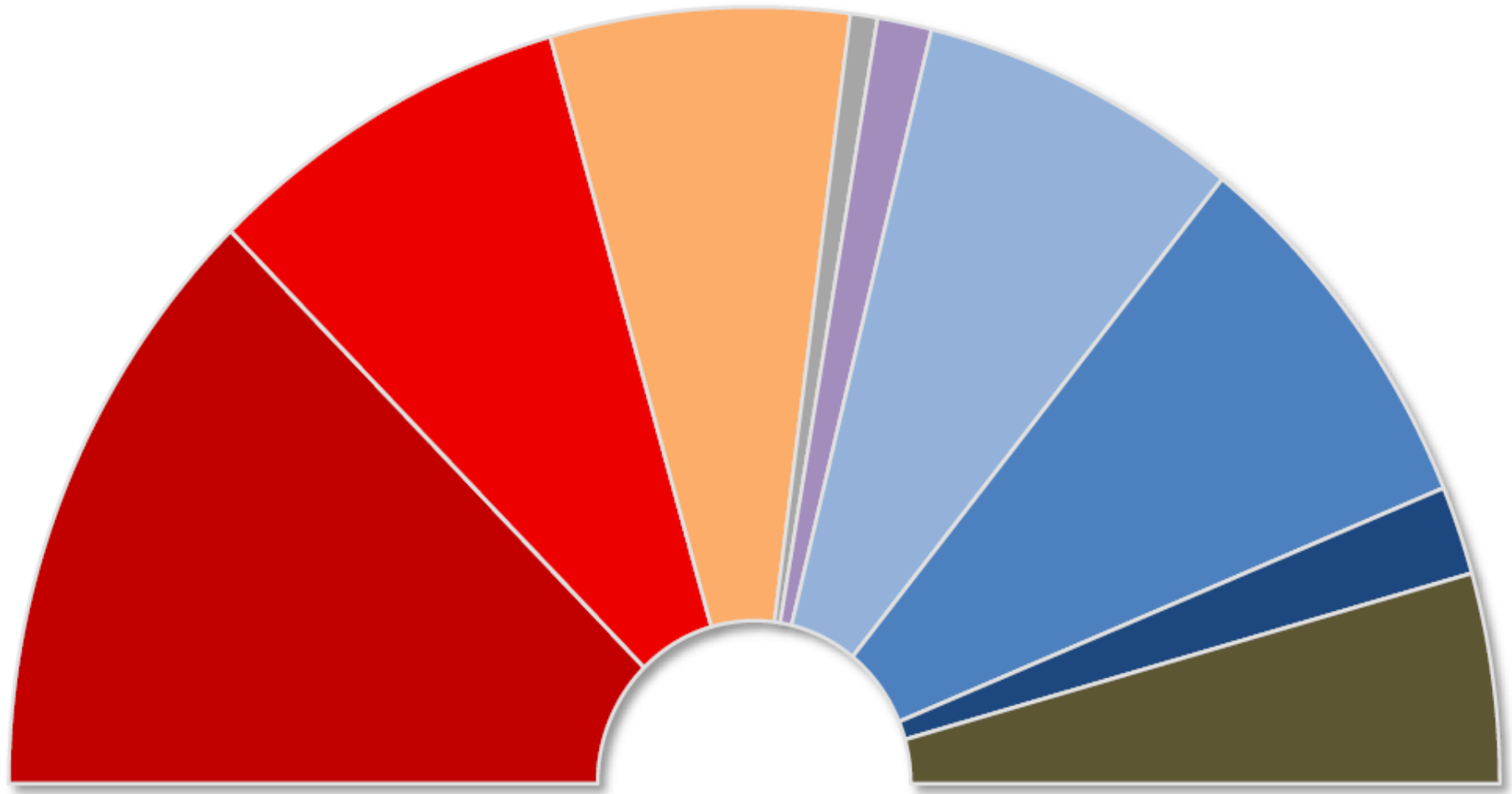
- Communiste & apparentés [182]
- Socialiste [102]
- UDSR [26]
- Républicain, radical et Radical-socialiste [43]
- Non-inscrits [21]
- MRP & apparentés [173]
- Droite [80]



Assemblée nationale française

Elections du 17 juin 1951

- Communiste & apparentés [103]
- Socialiste [107]
- UDSR & apparentés [16]
- Républicain, radical et Radical-socialiste [74]
- Divers [13]
- MRP & apparentés [95]
- Droite [96]
- RPF & apparentés [121]



Assemblée nationale française

Elections du 19 janvier 1956

- Communiste & apparentés [150]
- Socialiste [95]
- Radical, UDSR, RDA [77]
- Divers [7]
- RRG & Centre républicain [14]
- MRP & indépendants d'outre-mer [83]
- IPAS & apparentés [95]
- Républicains sociaux [22]
- Union et fraternité française [52]

**I- "Un régime
qui n'a pas tout
à fait démerité"**

(JP. Rioux)

a - achèvement reconstruction (fin 1950)
avec aide plan Marshall
(2,6 mds \$ 1948 – 1952)

b - début « 30 Glorieuses » :
PIB x 1,6 1948 – 1958 = + 5% an :
industrialisation (acier, alu., ciment,
raffinage, mat. de transport,
électromécanique); développement prod. d'
énergie (charbon, carburants, électricité);
causes = effort investissement, gains de
productivité élevés, retard sur EU,
consommation de masse, succès « plans
indicatifs » largement grâce à action
entreprises nationalisées par GPRF (11 %
ind., 60% crédit): 1° Plan ou plan Monnet,
1947-1952 (accent sur énergie, acier,
machines agricoles) ; 2° Plan ou plan
Hirsch, 1954-1957 (accent sur équipement
et modernisation).

c - hausse niveau de vie (+ 4% an);
création SMIG (1950); 3° semaine congés
payés (1956); S.S. créée en octobre 1945
par GPRF mais étendue aux non salariés
(1947) + fonds de solidarité alimenté par
vignette auto (1956); garanties droits
sociaux et égalité sexes par Constitution de
1946

a - construction européenne: création CECA (traité de Paris, avril 1951), création UEO (accords de Londres, octobre 1954), création CEE et EURATOM (traités de Rome, mars 1957).

b - quelques décolonisations réussies :
. création Union française par Constitution de 1946
. indépendances négociées Tunisie et Maroc (mars 1956).
. autonomie AOF, AEF et Madagascar (lois Defferre, 1956)

***transition: problème colonial en fait poison
du régime, cause de difficultés récurrentes et
de l' échec final***

**II - "Un régime
faible et
méprisé"**

(JP. Rioux)

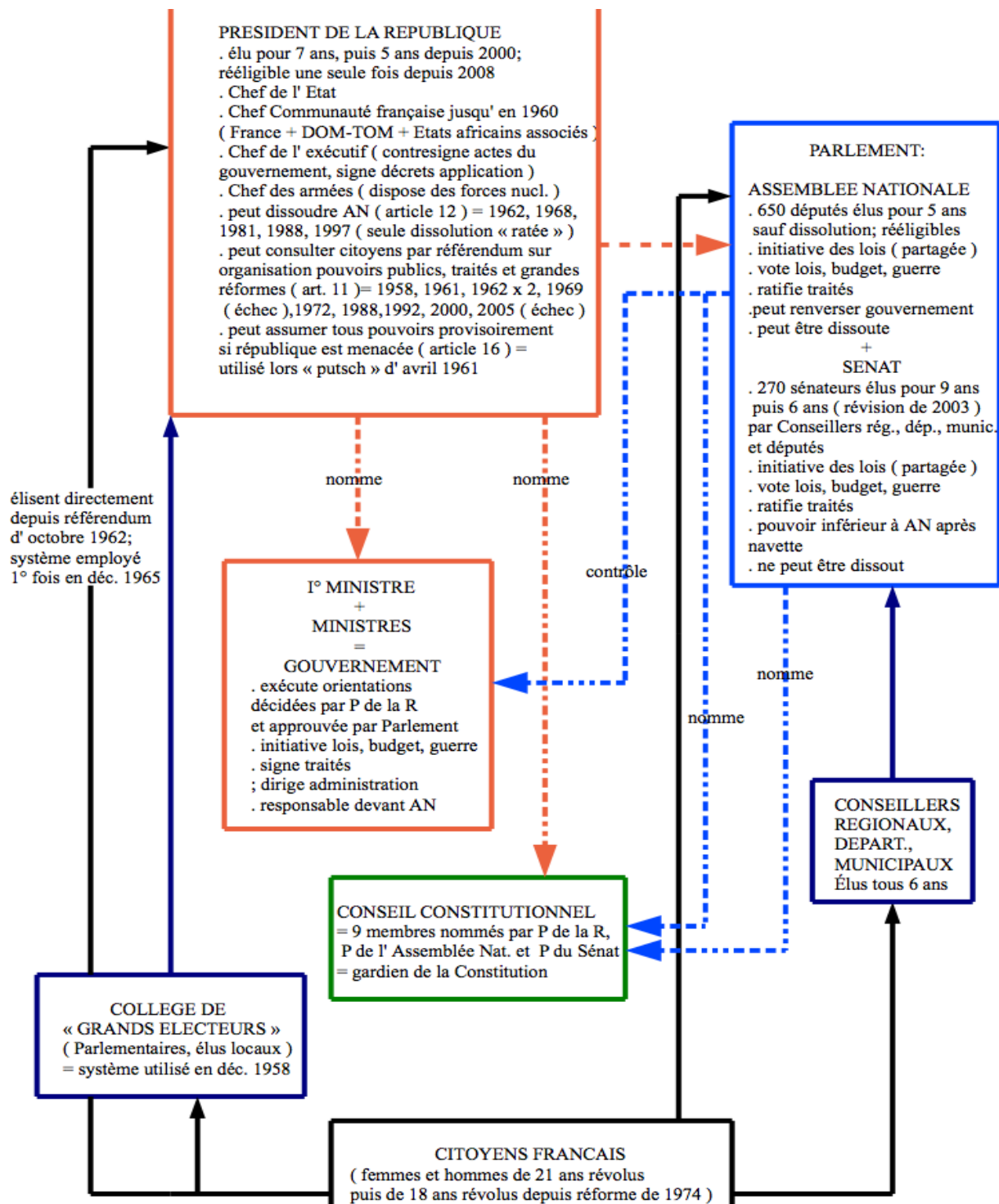
a - Echecs éco. et sociaux:
. inflation rapide (+ 6% an); causes = concurrence insuffisante, crédit peu coûteux, hausses exagérées de salaires pour éviter troubles sociaux, guerre de Corée (1950-1953), crise de Suez (1956), guerres coloniales.
. déficits budgétaires élevés et dette publique très lourde; causes = investissements publics, guerres coloniales, dépenses scolaires et sociales
. faiblesse du FF
. déficits extérieurs en raison reconstruction puis faiblesses structurelles (agriculture, énergie, biens d' équipement).

b - Echecs polit. et instit.:
. incapacité à réformer système (rappeler faiblesses des institutions et du système électoral), d' où instabilité politique chronique: 20 gouvernements en 12 ans (1 tous 6 mois 1/2): rappel des 3 législatures et gouv. marquants (Pinay, Mendès France, Mollet)

a- faiblesse diplomatique : protection nucléaire EU (entrée dans OTAN, avril 1949), humiliation de Suez (nov. 1956), pas de forces nucléaires, échec de la CED (1952-1954).

b- Guerre d' Indochine (1946-1954): 1946-1950 : guerre coloniale type; 1951-1952: succès grâce à aide EU et présence de De Lattre; 1953-1954 : difficultés et défaite de Dien-Bien-Phu qui provoque accords de Genève (juillet 1954).

c - guerre d' Algérie (1/11/1954 ...) qui provoque chute du régime : rappeler mesures successives puis crise du 13/5/1958 .



**OUI
A LA CONSTITUTION**



OUI
A LA FRANCE
ET A SA
COMMUNAUTE

OUI
A L'ESSOR SOCIAL
ET
ECONOMIQUE

OUI
à la
RÉPUBLIQUE
libérée du système



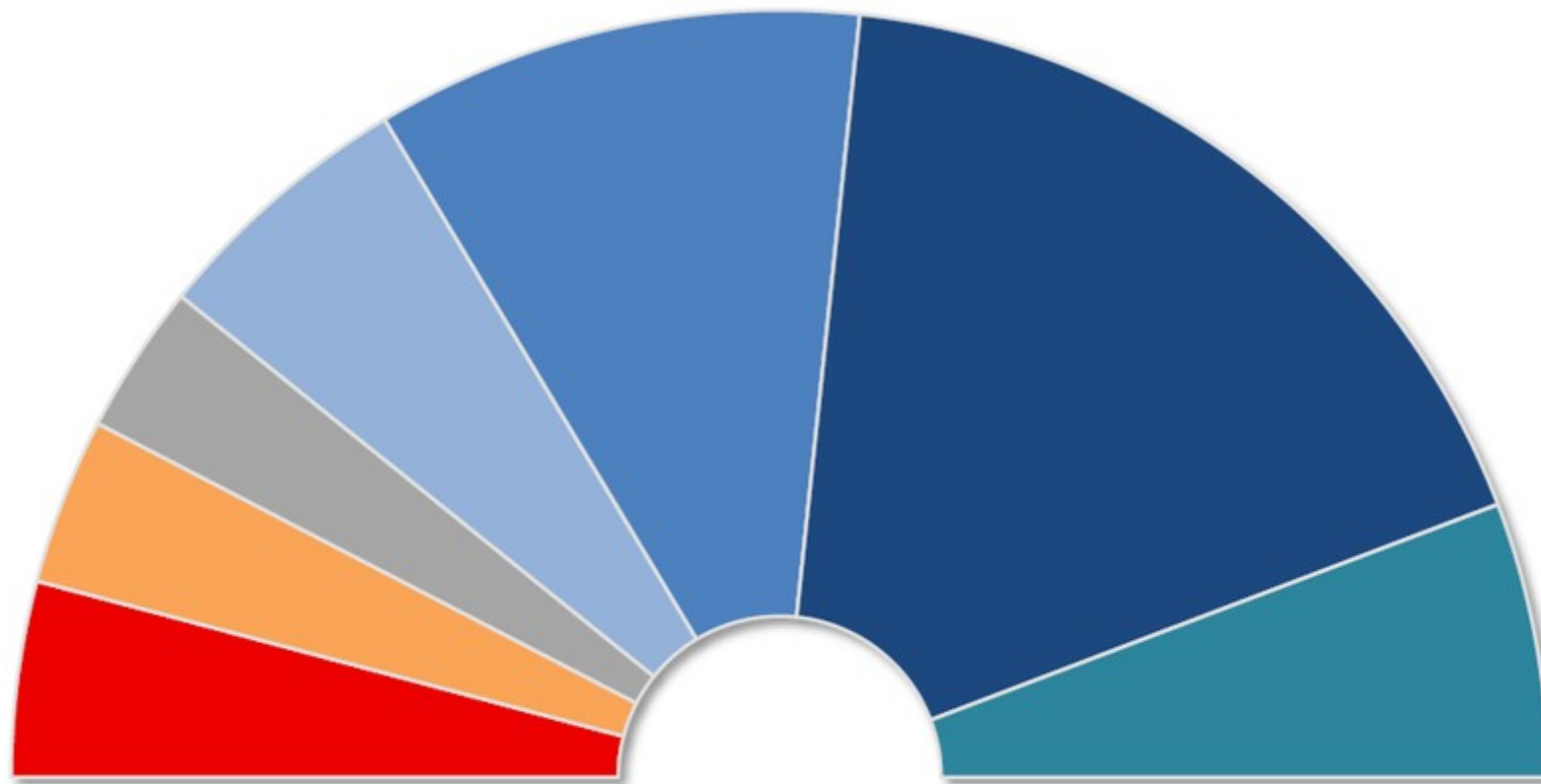
COMITE OUVRIER ET PROFESSIONNEL POUR LE SOUTIEN DE L'ACTION DU GENERAL DE GAULLE

15, RUE DU LOUVRE PARIS 1^{er}



FORCES POLITIQUES SOUS LA V° REPUBLIQUE GAULLIENNE (1958-1969) :

<i>Partis politiques Dirigeants essentiels</i>	<i>Idées essentielles en politique intérieure</i>	<i>Idées essentielles en politique étrangère</i>
<p>Parti communiste français (P.C.F.) (M. Thorez, J. Duclos, Waldeck Rochet)</p>	<p>dirigisme économique accentuation nationalisations laïcité de l' école</p>	<p>pro-soviétique anti-EU anti-colonialiste anti-européen</p>
<p>Socialistes : . Fédération de la gauche démocrate et socialiste (F.G.D.S.) = SFIO + Radicaux (F. Mitterrand, G. Defferre) . P.S.U. (M. Rocard, P. Mendès France)</p>	<p>planification économique keynésianisme laïcité de l' école autogestion pour PSU</p>	<p>anti-soviétique atlantiste pro-européen</p>
<p>M.R.P. puis C.D.S (Centre des Démocrates sociaux) (J. Lecanuet)</p>	<p>équilibre budgétaire stabilité FF aide à école privée</p>	<p>anti-soviétique très atlantiste très européen (fédéraliste)</p>
<p>Centre-Droit (surtout C.N.I.P.) (A. Pinay, V. Giscard d'Estaing)</p>	<p>équilibre budgétaire stabilité FF libéralisme économique aide à école privée</p>	<p>anti-soviétique plutôt atlantiste européen favorables à force nucléaire indépendante</p>
<p>Gaullistes (U.N.R-U.D.T puis U.D.R. à partir de 1967) (réunit les grandes figures du Gaullisme : Debré, Pompidou, Chaban Delmas, Couve de Murville...)</p>	<p>équilibre budgétaire stabilité FF interventionnisme étatique</p>	<p>anti-soviétique critique envers les EU favorables à « Europe des patries » favorables à force nucléaire indépendante</p>



Assemblée Nationale

1^{re} Législature - Élections des 23 et 30 novembre 1958

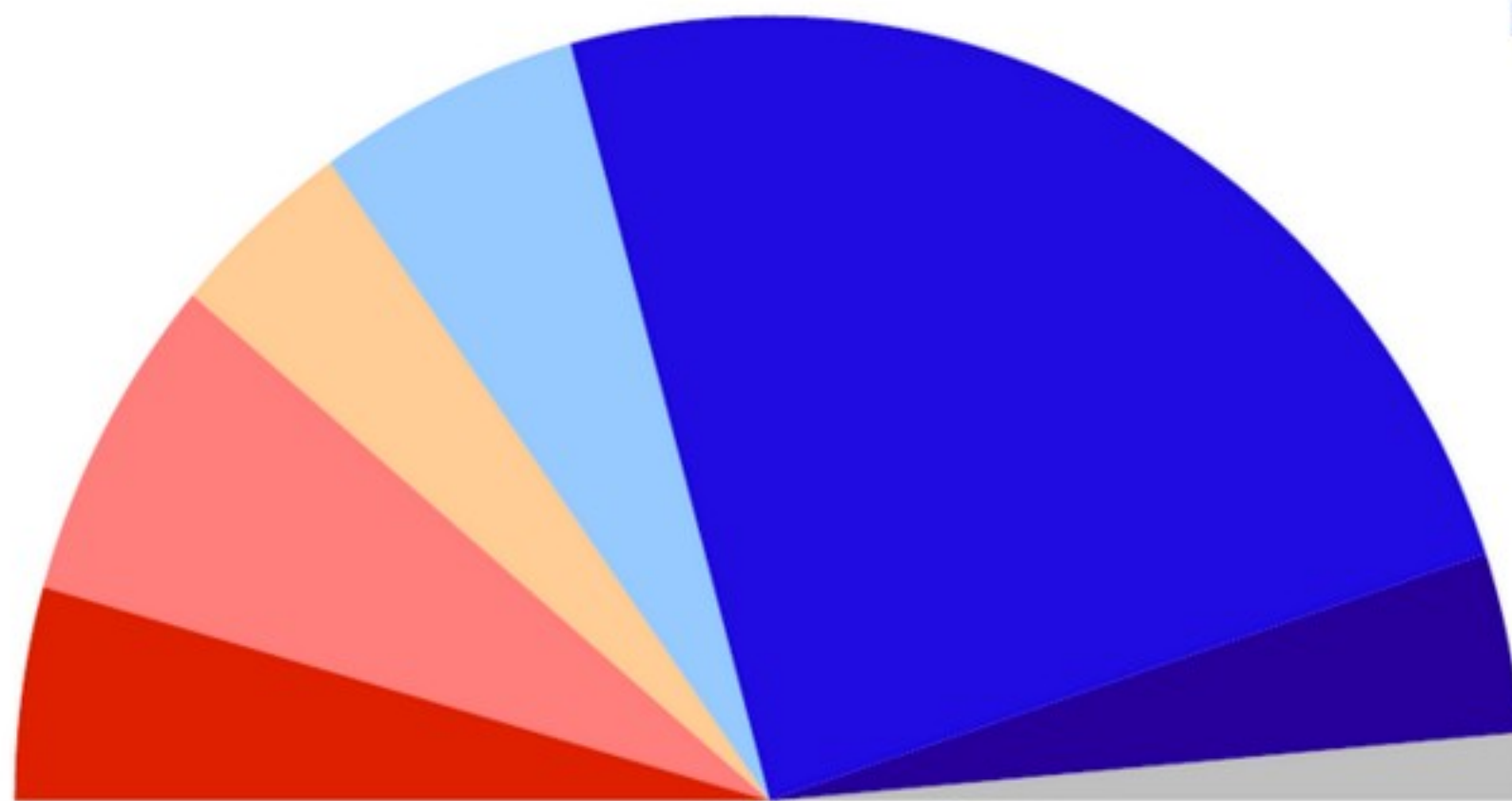
- Socialiste [47]
- Formation administrative des non-inscrits [40]
- Non-inscrits [36]
- Républicains populaires et du centre démocratique [64]
- Indépendants et paysans d'action sociale [117]
- Union pour la nouvelle République [200]
- Formation administrative des élus d'Algérie et du Sahara [66]

Le samedi 22 avril 1961, un coup d'Etat a lieu à Alger. Appuyés par le 1^{er} régiment de parachutistes, quatre généraux tentent de mettre fin à la politique d'autodétermination approuvée par référendum le 8 janvier de cette même année.

« Je ne me dissimule donc pas que cette tentative effrénée ait, en Algérie, des chances de saisir initialement l'avantage et je m'attends à ce qu'elle soit conduite à lancer sur Paris une expédition qui, grâce à d'actives complicités au milieu d'une passivité assez généralisée, essaierait de submerger le pouvoir. Ma décision est prise. Il faut réduire la dissidence sans composer, ni différer, en affirmant dans toute sa rigueur la légitimité qui est mienne et en amenant ainsi le peuple à prendre parti pour la loi et l'armée pour la discipline. [...] [Le dimanche 23 avril 1961], à 8 heures du soir, je suis, en uniforme, sur les écrans et au micro, pour assumer *urbi et orbi* mes responsabilités.

Un pouvoir insurrectionnel s'est établi en Algérie par un pronunciamiento militaire. Ce pouvoir a une apparence : un quarteron de généraux en retraite. Il a une réalité : un groupe d'officiers, partisans, ambitieux et fanatiques. Ce groupe et ce quarteron possèdent un savoir-faire expéditif. [...] Leur entreprise conduit tout droit à un désastre national. [...] Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis tous les moyens, soient employés pour barrer la route à ces hommes là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter aucun de leurs ordres... [...] Devant le malheur qui pèse sur la République, j'ai décidé de mettre en œuvre l'article 16 de la Constitution. A partir d'aujourd'hui, je prendrai, au besoin directement, les mesures qui me paraîtront exigées par les circonstances. [...] Par là même, je m'affirme, pour aujourd'hui et pour demain, en la légitimité française et républicaine que la nation m'a confiée, que je maintiendrai, quoi qu'il arrive, jusqu'au terme de mon mandat ou jusqu'à ce que me manquent soit les forces, soit la vie, et dont je prendrai les moyens qu'elle demeure après moi... Françaises, Français ! Aidez-moi !

Tous, partout m'ont entendu. En métropole, il n'est personne qui n'ait pris l'écoute. En Algérie, un million de transistors ont fonctionné. A partir de ce moment, la dissidence rencontre sur place une résistance passive qui se précise à chaque instant. »



Assemblée Nationale

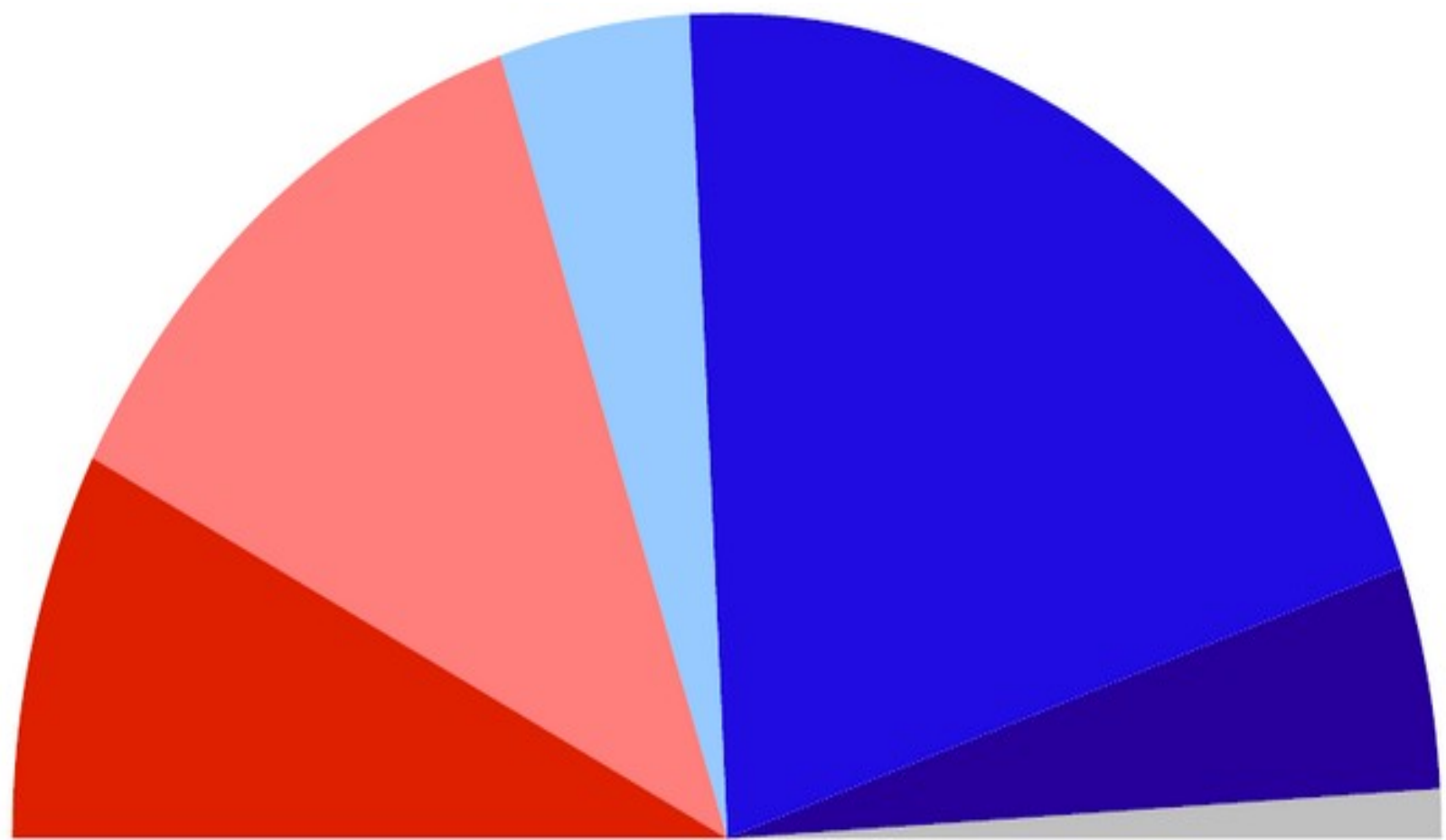
II^e Législature - Élections des 18 et 25 novembre 1962

- Majorité
- Groupe UNR-UDT
 - Groupe Républicains indépendants
 - Groupe Socialiste
 - Groupe Centre démocratique
 - Groupe Rassemblement démocratique
 - Non inscrits

1...Alors nous parlons de l'OTAN. Rien ne peut faire qu'une loi s'impose sans amendement quand elle n'est plus d'accord avec les mœurs. Rien ne peut faire qu'un traité soit valable intégralement quand son objet s'est modifié. Et rien ne peut faire qu'une alliance reste telle quelle quand ont changé les conditions qui étaient celles dans lesquelles elle avait été conclue. Dans ce cas là, il faut **5** adapter aux données nouvelles, la loi, le traité, l'alliance, si on ne le fait pas, alors, les textes seront vidés de leur substance et ce ne seront plus, le cas échéant, que de vains papiers d'archives, à moins que, il se produise une rupture brutale entre ces formes désuètes et les vivantes réalités. Eh bien je dis des conditions nouvelles.

En effet, en raison de l'évolution intérieure et extérieure des pays de l'Est, le fait que l'Occident ne **10** se trouve plus actuellement menacé comme il l'était quand le protectorat américain s'est installé en Europe, sous le couvert de l'OTAN. Et en même temps que s'éloignent ou que s'éloignaient, ces alarmes se réduisaient, la garantie de sécurité, autant vous dire absolue, que donnaient à l'ancien continent, la possession par l'Amérique, et par l'Amérique seule, de l'arme atomique, de l'armement atomique, et la conviction où on était, qu'en cas d'agression elle emploie- **15** rait cet armement sans restriction. Car depuis lors la Russie soviétique s'est dotée d'un armement nucléaire capable de frapper directement les Etats-Unis, ce qui a naturellement rendu pour le moins indéterminées les décisions des américains, quant à l'emploi éventuel de leur bombe. Et ce qui a, du coup, privé de justification, je parle pour la France, non pas certes l'alliance mais certainement l'intégration. D'autre part, tandis que se dissipe, tout au moins dans une certaine mesure, la perspec- **20** tive d'une guerre mondiale éclatant à cause de l'Europe, voici que d'autres conflits où l'Amérique s'engage dans d'autres parties du monde, comme avant-hier en Corée, hier à Cuba, aujourd'hui au Vietnam, ces conflits peuvent, en vertu de la fameuse escalade, prendre une extension telle qu'on aboutisse à une conflagration générale. Et dans ce cas l'Europe, dont la stratégie est dans l'OTAN la stratégie de l'Amérique, y serait automatiquement impliquée, impliquée dans la lutte, même si elle **25** ne l'avait pas voulue...Il faut ajouter que notre pays devenant, de son côté, et par ses propres moyens, une puissance atomique, est amené à assumer lui-même les responsabilités politiques et stratégiques que cela comporte. Et responsabilité que leur nature et leur dimension rendent, évidemment, inaliénables. Et enfin, la volonté de la France de disposer d'elle-même, ce qui est indispensable pour qu'elle croie à son propre rôle, et pour qu'elle puisse être utile aux autres, cette **30** volonté de la France est incompatible avec une organisation de défense dans laquelle elle est subordonnée.

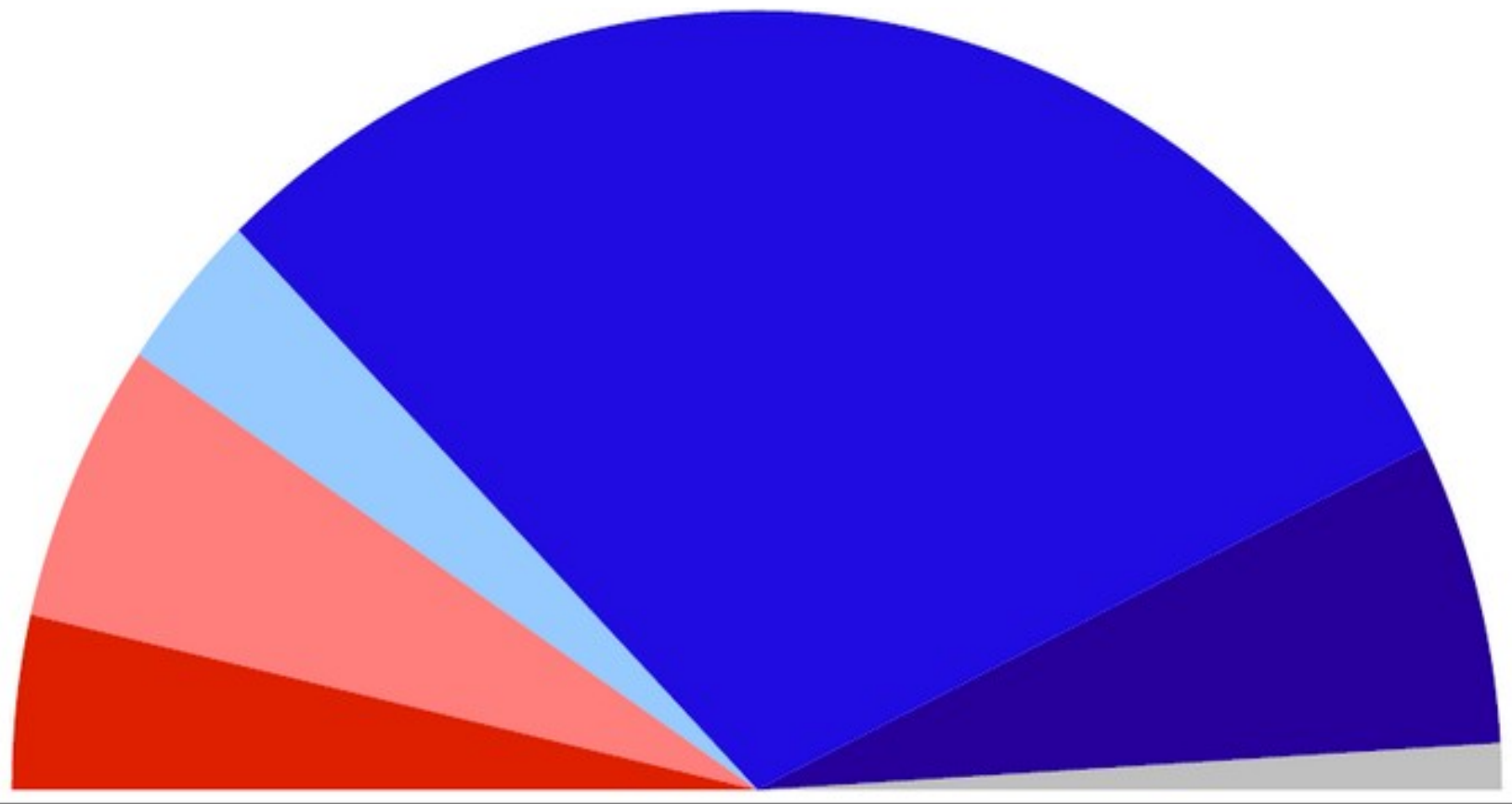
Par conséquent, la France, sans revenir sur son adhésion à l'Alliance Atlantique, la France va d'ici au terme fixé comme ultime aboutissement de ses obligations, et qui est le 4 avril 1969, la France va d'ici-là continuer à modifier, les dispositions actuellement pratiquées, pour autant que ces dispo- **35** sitions la concernent... Elle se tiendra prête, à régler avec tels et tels d'entre eux, je parle des alliés, les rapports pratiques de coopération qui pourront paraître utile de part et d'autre, soit dans l'immédiat, soit dans l'éventualité d'un conflit. Et cela vaut naturellement pour la coopération alliée en Allemagne...



Assemblée Nationale

III^e Législature - Élections des 5 et 12 mars 1967

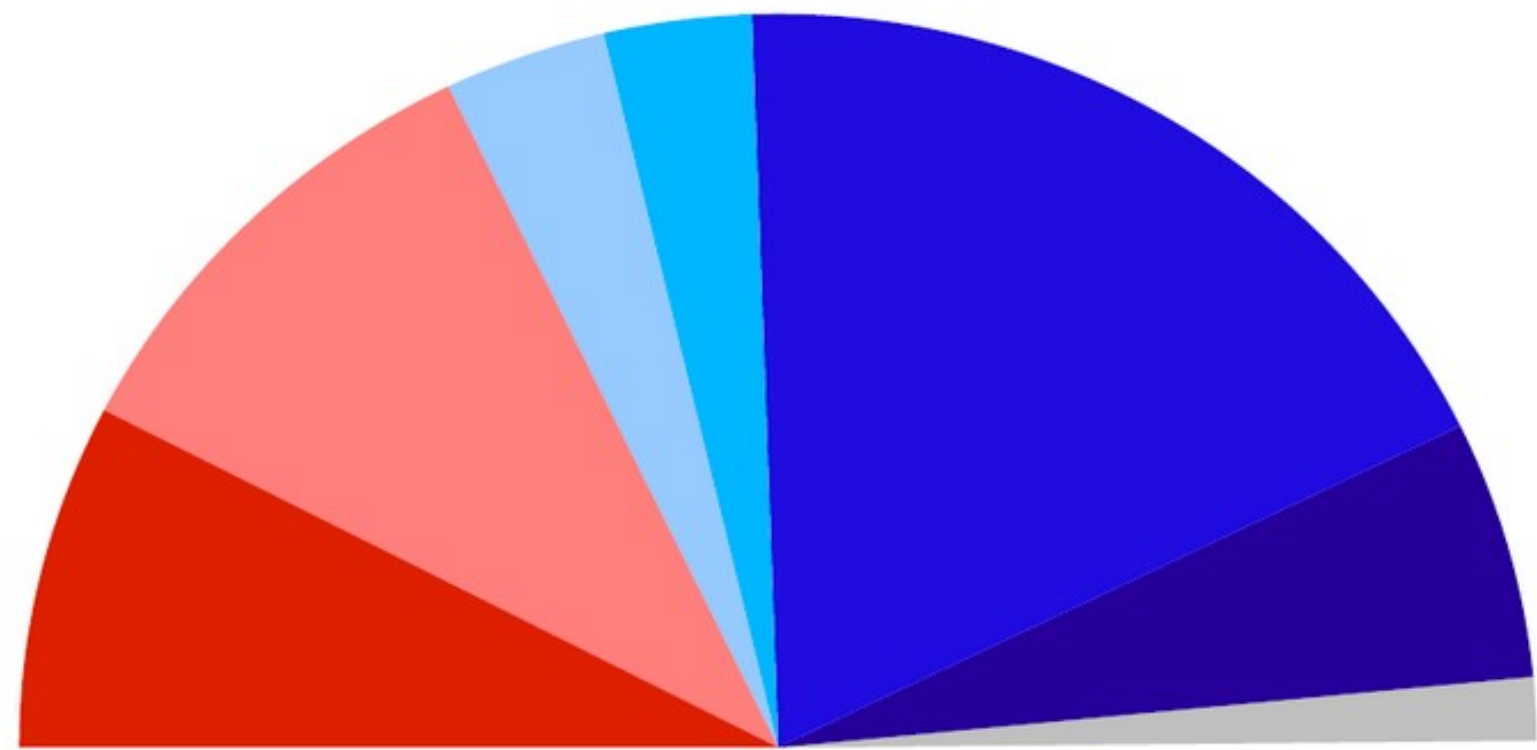
- Majorité
- Groupe Union Démocratique pour la Ve République
 - Groupe Républicains indépendants
 - Groupe Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste
 - Groupe Communiste
 - Groupe Progrès et démocratie moderne
 - Non inscrits



Assemblée Nationale

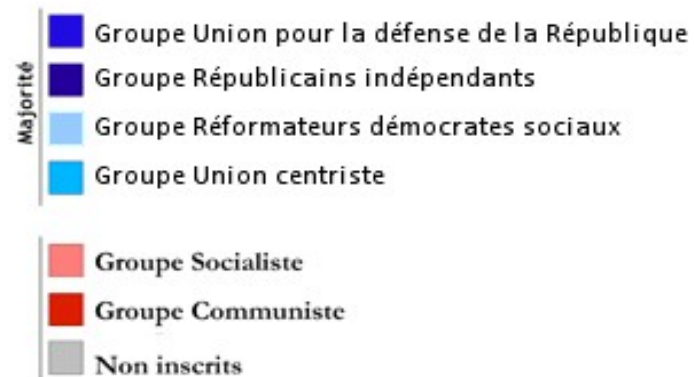
IV^e Législature - Élections des 23 et 30 juin 1968

- Majorité
- Groupe Union Démocratique pour la Ve République
 - Groupe Républicains indépendants
 - Groupe Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste
 - Groupe Communiste
 - Groupe Progrès et démocratie moderne
 - Non inscrits

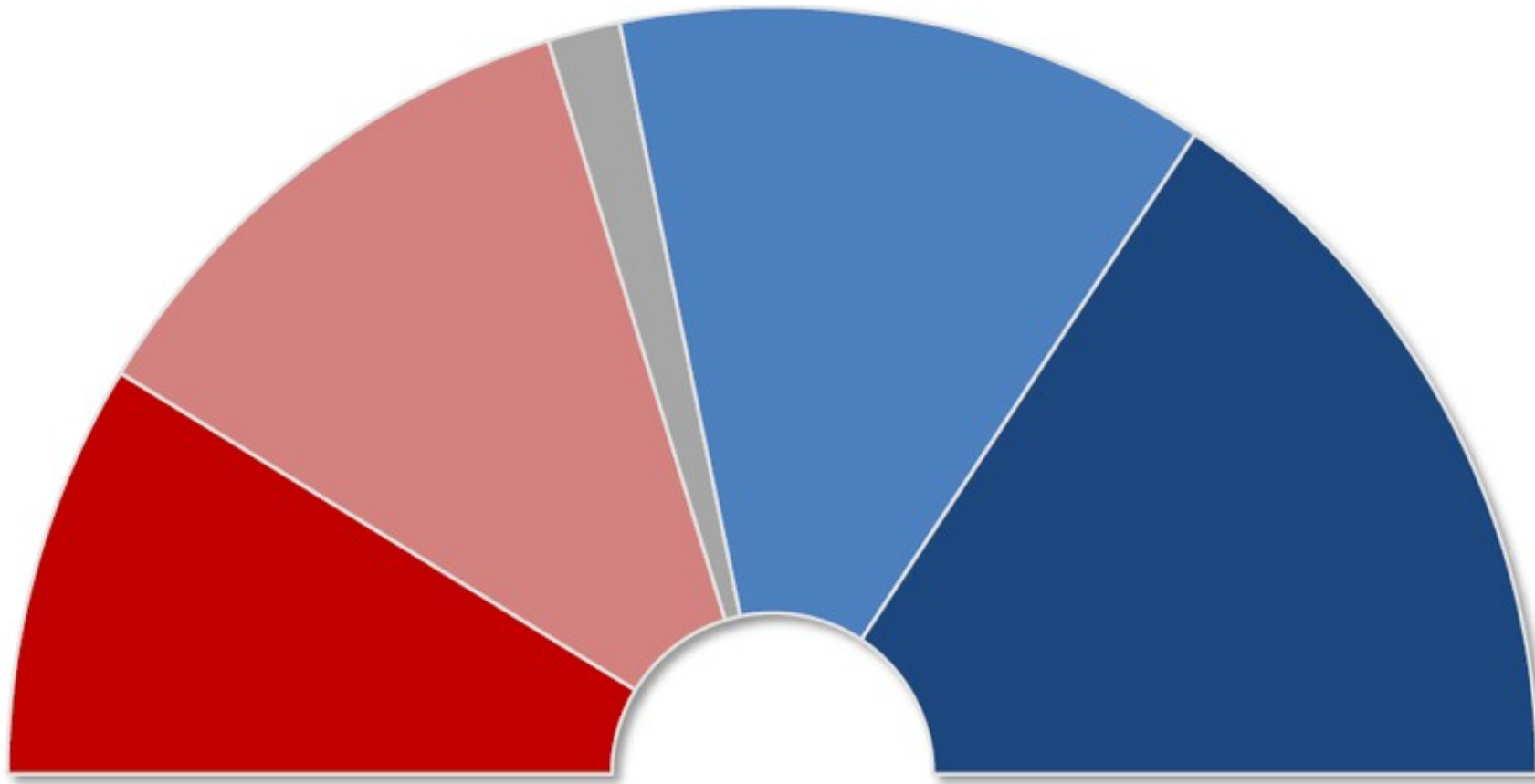


Assemblée Nationale

V^e Législature - Élections des 4 et 11 mars 1973



<i>Partis politiques Dirigeants essentiels</i>	<i>Idées essentielles en politique intérieure</i>	<i>Idées essentielles en politique étrangère</i>
Parti communiste français (P.C.F.) (G. Marchais)	dirigisme économique accentuation nationalisations laïcité de l' école	pro-soviétique anti-EU anti-colonialiste pour une Europe non capitaliste
P.S. + P.R.G. (Radicaux de Gauche) (F. Mitterrand, G. Defferre, P. Mauroy, L. Fabius, J. Delors, M. Rocard...)	planification économique keynésianisme laïcité de l' école	anti-soviétique plutôt atlantiste pro-européen favorable à force nucléaire indépendante après 1981
Les Verts (1982) (B. Lalonde, D. Voynet)	progressisme écologie politique	fédéraliste européen alter-mondialiste
U.D.F. (1978-2002) fusion des partis soutenant VGE: P.R. (ex R.I.) + C.D.S. (<u>centristes</u>) + Radicaux <u>valoisiens</u> (M. <u>Poniatowski</u>, J. <u>Lecanuet</u> ...)	équilibre budgétaire? ? stabilité FF libéralisme économique aide à école privée	anti-soviétique plutôt atlantiste très européen favorable à force nucléaire indépendante
Gaullistes (R.P.R. de 1976 à 2002) (J. Chirac de 1976 à 1995) absorbent U.D.F. en 2002 pour former U.M.P. (A. <u>Juppé</u>)	équilibre budgétaire? ? stabilité FF interventionnisme étatique mais de plus en plus libéral à partir de 1986	anti-soviétique critique envers les EU assez divisés sur Europe favorables à force nucléaire indépendante
Front national (1971) (J.M. Le Pen)	cheval de bataille: politique migratoire stricte conservatisme politique et social	anti-soviétique atlantiste peu européen

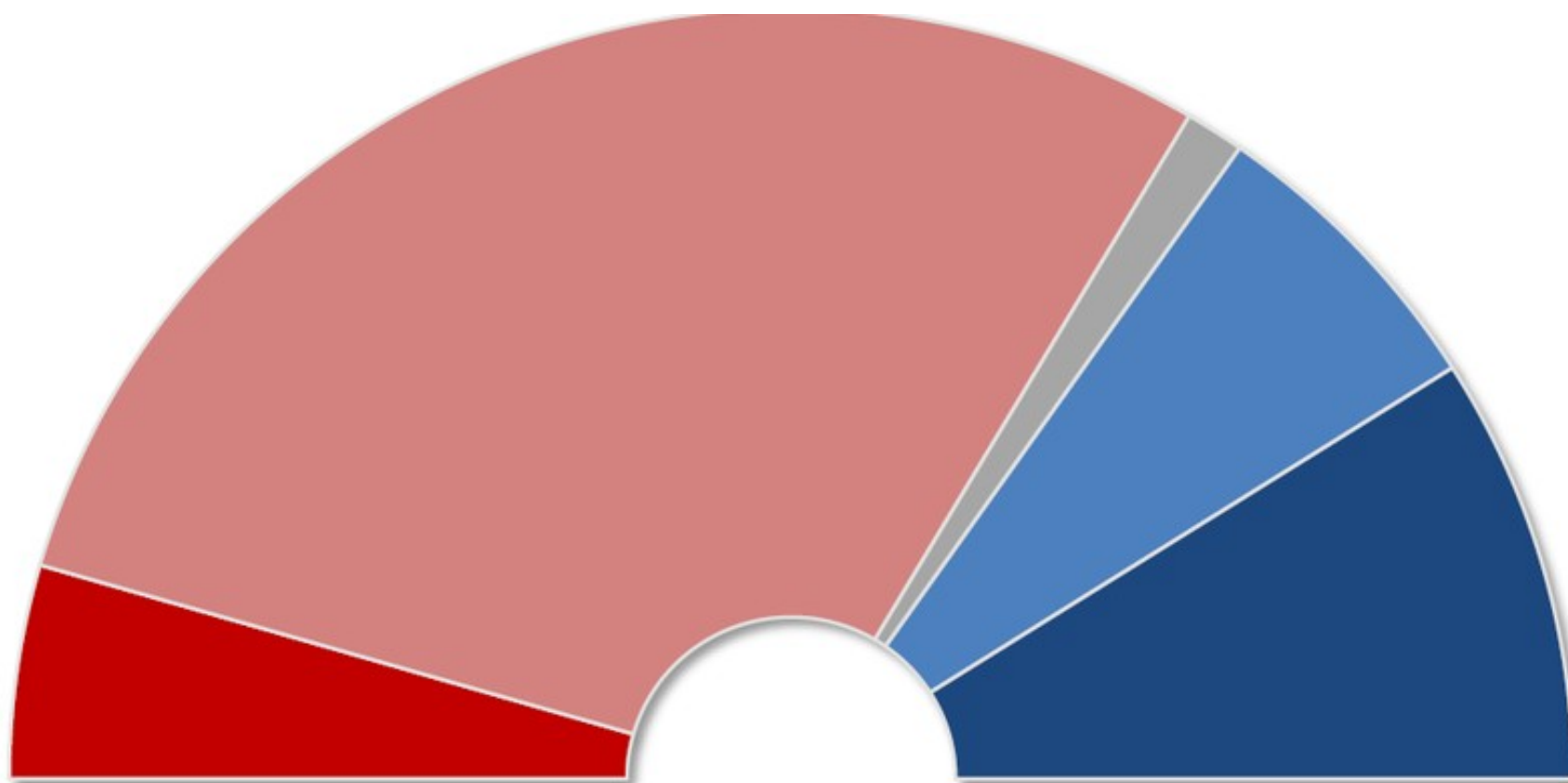


Assemblée Nationale

VI^e Législature - Élections des 12 et 19 mars 1978

- Communiste [86]
- Socialiste [113]
- Non-inscrits [15]
- Union pour la démocratie française [123]
- Rassemblement pour la République [154]

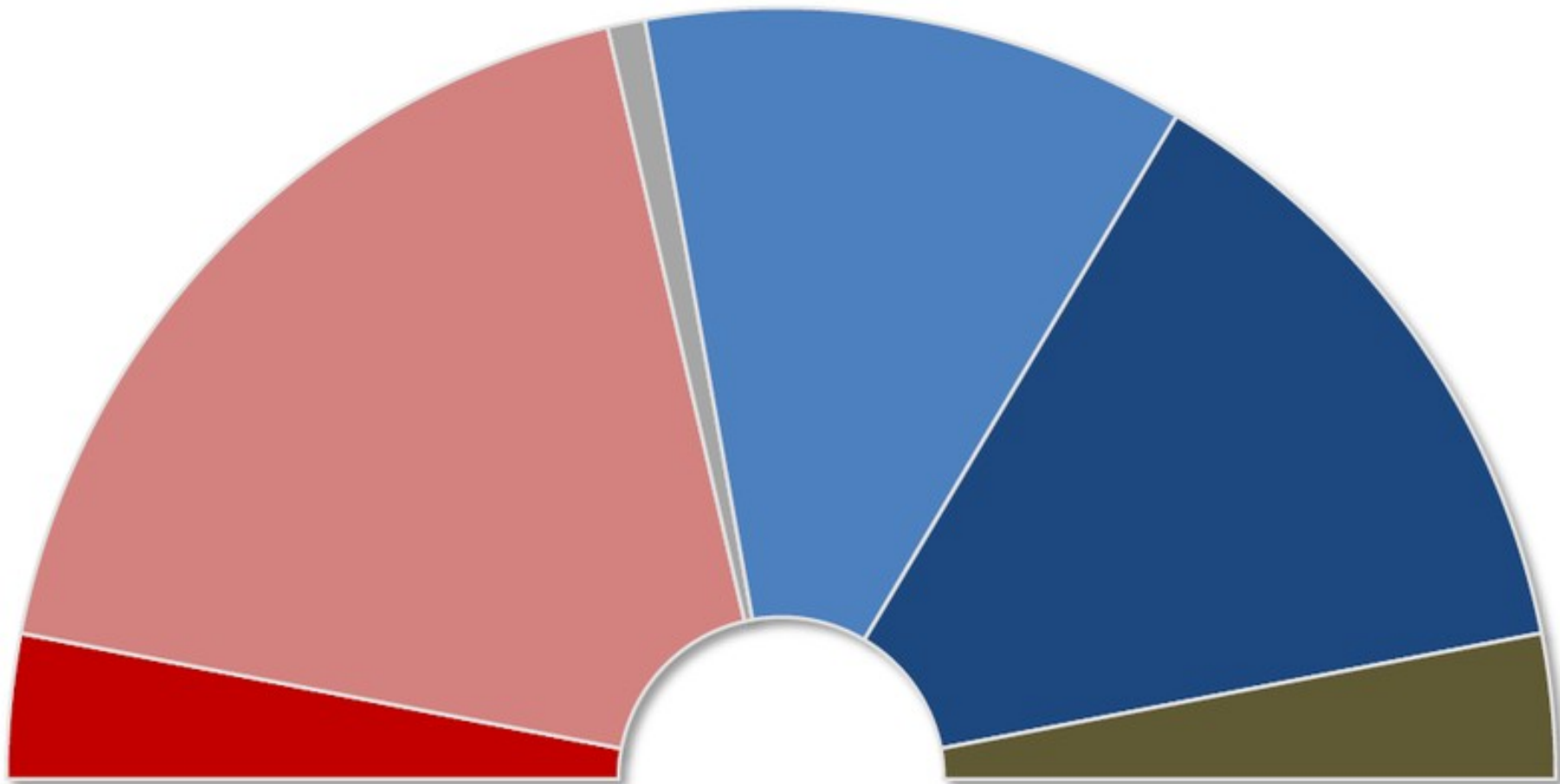
	1950	1970	1990	2016	Δ
<i>Dépenses publiques</i>					
Fonctionnement (rémun. ,conso. intermédiaires)	40 mds (13 % PIB)	120 mds F (15 % PIB)	260 mds F (18 % PIB)	387 mds F (18 % PIB)	x 9,7
Intérêts ...	3,5 mds F (1 % PIB)	8 mds F (0,1 % PIB)	44 mds F (3 % PIB)	43 mds F (2 % PIB)	x 12
Dépenses sécurité sociale ...	35 mds F (12 % PIB)	118 mds F (15 % PIB)	304 mds F (21 % PIB)	538 mds F (25 % PIB)	x 15
Subventions, investissements, divers	19,5 mds F (7 % PIB)	73 mds F (9,9 % PIB)	130 mds F (9 % PIB)	215 mds F (10 % PIB)	x 11
TOTAL ...	98 mds F (33 % PIB)	319 mds F (40 % PIB)	738 mds F (51 % PIB)	1183 mds F (55 % PIB)	x 12
<i>Recettes publiques</i>					
Impôts admin. publiques (PO)...	61 mds F (20 % PIB)	177 mds F (22 % PIB)	347 mds F (24 % PIB)	494 mds F (23 % PIB)	x 8
Administr. sécu. sociale (PO)...	23 mds F (7 % PIB)	101 mds F (13 % PIB)	275 mds F (19 % PIB)	516 mds F (24 % PIB)	x 22
Ressources non fiscales et transferts ...	17 mds F (5 % PIB)	48 mds F (6 % PIB)	87 mds F (6 % PIB)	107 mds F (5 % PIB)	x 6
TOTAL ...	101 mds F (32 % PIB)	326 mds F (41 % PIB)	709 mds F (49 % PIB)	1118 mds F (52 % PIB)	x 11



Assemblée Nationale

VII^e Législature - Élections des 14 et 21 juin 1981

- Communiste [44]
- Socialiste [285]
- Non-inscrits [12]
- Union pour la démocratie française [62]
- Rassemblement pour la République [88]



Assemblée Nationale

VIII^e Législature - Élections du 16 mars 1986

- Communiste [35]
- Socialiste [212]
- Non-inscrits [9]
- Union pour la démocratie française [131]
- Rassemblement pour la République [155]
- Front national [35]

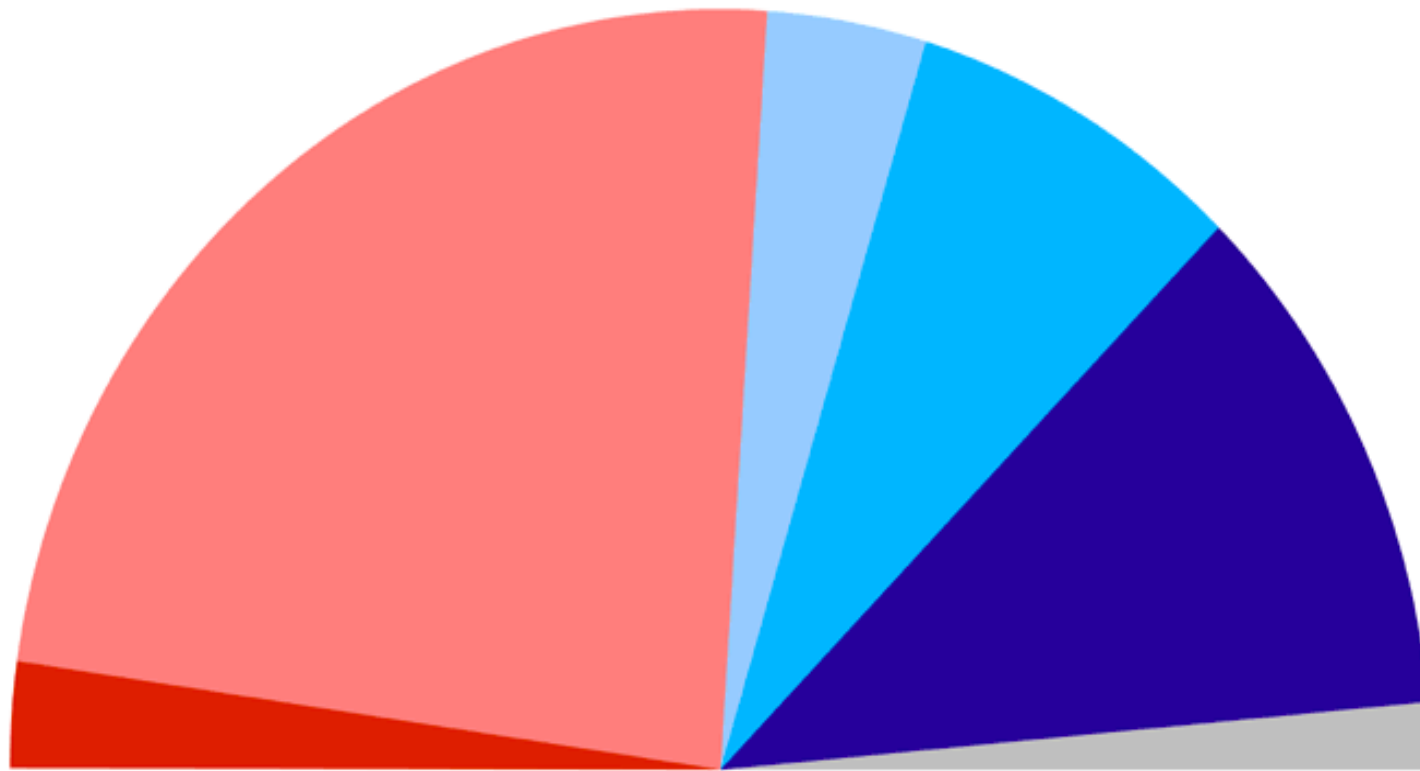
Le RPR, parti gaulliste, a remporté les élections législatives de 1986. Jacques Chirac, issu du RPR, est alors nommé premier ministre par le président François Mitterrand.

« Depuis des décennies – certains diront même des siècles –, la tentation française par excellence a été celle du dirigisme d'État. Qu'il s'agisse de l'économie ou de l'éducation, de la culture ou de la recherche, des technologies nouvelles ou de la défense de l'environnement, c'est toujours vers l'État que s'est tourné le citoyen pour demander idées et subsides¹. Peu à peu, s'est ainsi construite une société administrée, et même collectivisée², où le pouvoir s'est concentré dans les mains d'experts formés à la gestion des grandes organisations. Ce système de gouvernement, qui est en même temps un modèle social, n'est pas dénué de qualités : il flatte notre goût national pour l'égalité ; il assure pérennité et stabilité au corps social ; il se concilie parfaitement avec le besoin de sécurité qui s'incarne dans l'État-Providence.

Mais il présente deux défauts rédhibitoires³ : il se détruit lui-même, par obésité⁴ ; et surtout, il menace d'amoindrir les libertés individuelles.

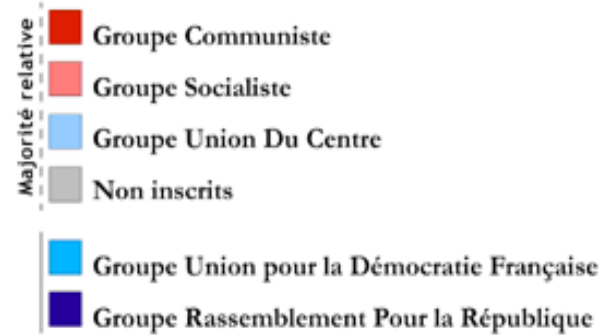
Les Français ont compris les dangers du dirigisme étatique et n'en veulent plus. Par un de ces paradoxes dont l'histoire a le secret, c'est précisément au moment où la socialisation semblait triompher que le besoin d'autonomie personnelle, nourri par l'élévation du niveau de culture et d'éducation, s'exprime avec le plus de force. Voilà d'où naissent sans aucun doute les tensions qui travaillent notre société depuis des années : collectivisation² accrue de la vie quotidienne mais, inversement, recherche d'un nouvel équilibre entre les exigences de la justice pour tous et l'aspiration à plus de liberté pour chacun. »

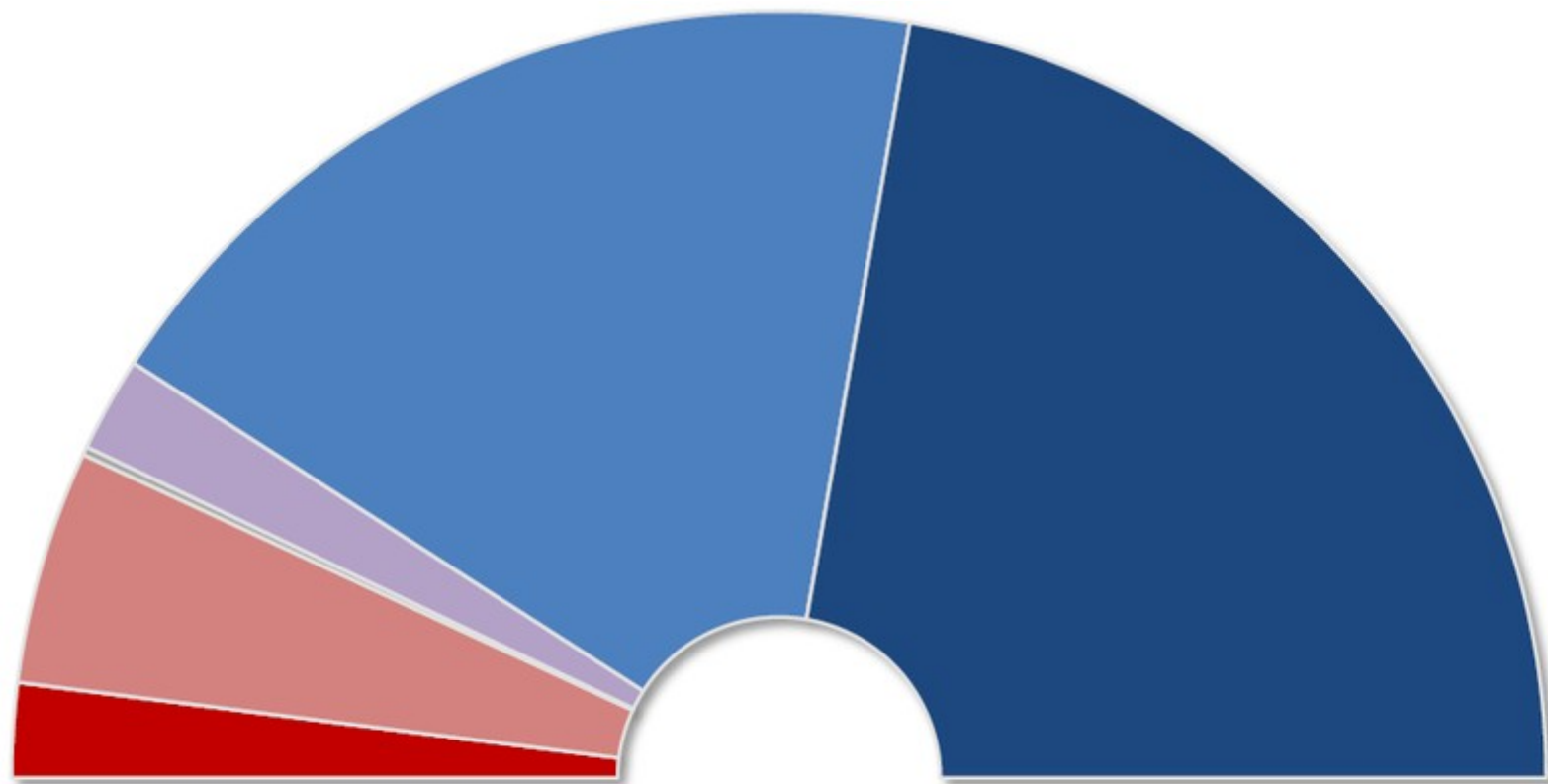
Source : Serge Bernstein, *Le gaullisme*, documentation photographique n°8050, 2006.



Assemblée Nationale

IX^e Législature - Élections des 5 et 12 juin 1988

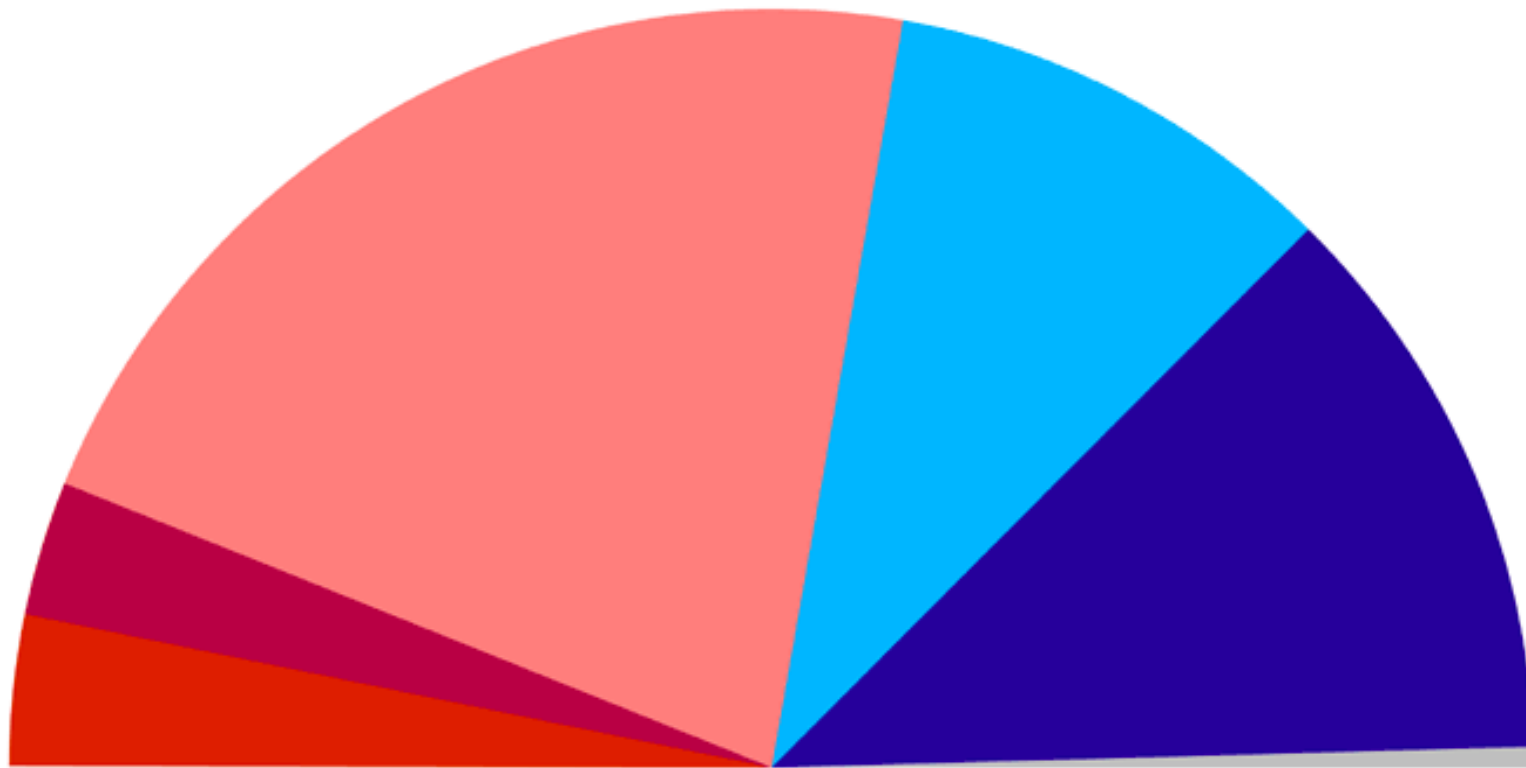




Assemblée Nationale

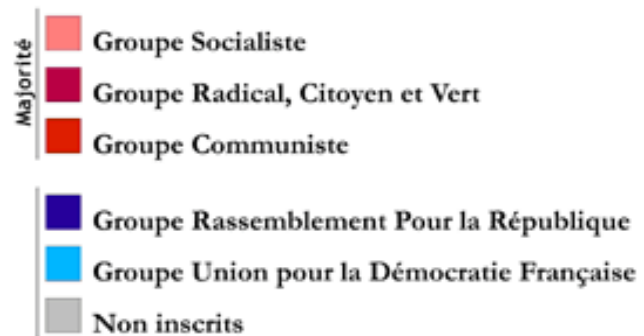
X^e Législature - Élections des 21 et 28 mars 1993

- Communiste [23]
- Socialiste [57]
- Non-inscrits [2]
- République & Liberté [23] [constitué le 30 avril 1993]
- Union pour la démocratie française [215]
- Rassemblement pour la République [257]



Assemblée Nationale

XI^e Législature - Élections des 25 mai et 1^{er} juin 1997



Discours de Jacques Chirac, Président de la République : présentation des vœux aux « Forces Vives de la Nation » à Paris le 8 janvier 1998. [...]

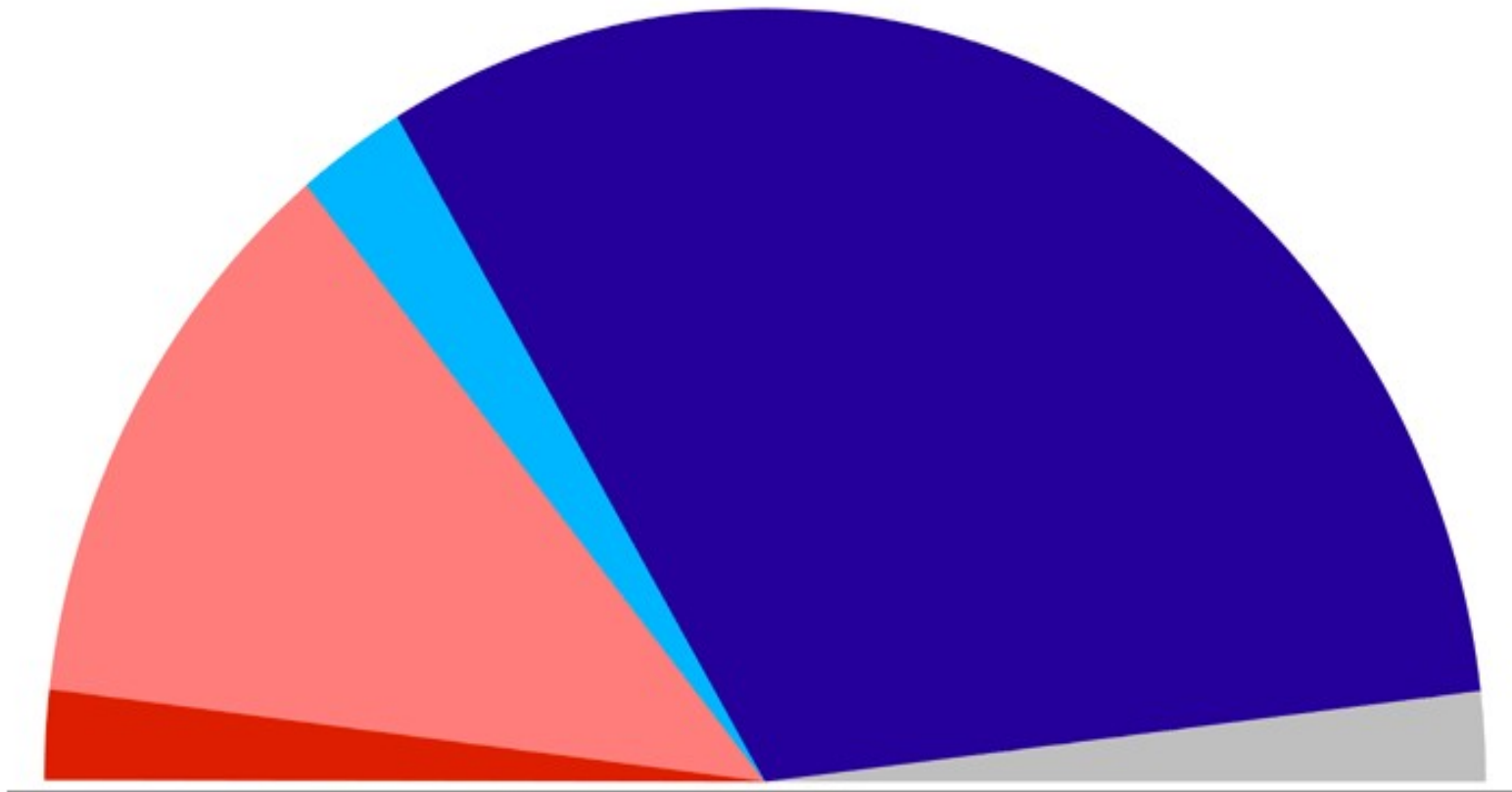
Nous devons réfléchir à la place et au fonctionnement de l'État dans notre pays. De tous les pays occidentaux, nos concurrents, dans un monde de plus en plus ouvert, nous sommes celui où les créations d'emplois dans le secteur privé ont été les moins nombreuses au cours des vingt dernières années, et où l'emploi public a le plus progressé. L'Allemagne et l'Angleterre ont environ 15 % des personnes actives dans les administrations publiques, nous en avons 25 %. Un jour ou l'autre vient l'épreuve de vérité : comment financer, à un niveau si élevé, le fonctionnement de l'État et des collectivités publiques sans freiner le développement de l'activité et de l'emploi par des prélèvements excessifs ? Cette question n'est ni de gauche ni de droite, elle est d'intérêt national.

Notre pays ne peut pas l'é luder. Certes, à la différence de l'emploi public, l'emploi privé ne se décrète pas. Pour qu'il puisse se développer, il faut mettre l'État durablement à l'écoute de l'économie, des travailleurs et des entreprises. Assurer un environnement stable et favorable à la création d'activités ; diminuer les charges pesant sur les salaires ; réduire les formalités ; encourager, par les souplesses nécessaires, les formes modernes d'organisation du travail. Tout cela demande beaucoup de volonté, de ténacité, de constance. [...] Ce qui fait la force d'un grand pays moderne, c'est sa capacité à trouver des solutions qui recueillent l'assentiment le plus large du corps social. D'autres pays, proches de nous, de la même nature que le nôtre, y parviennent mieux que nous, par la négociation collective. L'État, comme les partenaires sociaux, chez nous, devraient davantage s'inspirer de leur exemple. La France ne doit pas perdre de temps. L'année 1998 est celle de nouvelles chances à saisir, avec l'entrée de notre pays parmi les premières puissances de l'Euro. Nos politiques doivent préparer l'avenir et s'inscrire dans le moyen terme. Il faut une ambition économique et sociale fédératrice pour les Forces Vives de notre pays. Cette ambition doit être celle de la Nation tout entière [...]

La Sécurité Sociale, elle aussi, joue un grand rôle dans le maintien de notre cohésion sociale. Il faut donc à tout prix la préserver. C'est pourquoi il est si nécessaire, de mon point de vue, que la réforme engagée voici deux ans, avec d'ailleurs le soutien de beaucoup d'entre vous, soit poursuivie, activement, en étroite association avec les professions de santé, et avec le double souci de la qualité des soins et de l'accès de tous à la santé. Rien n'est définitivement acquis et nous devons rester très vigilants. [...]

Assemblée Nationale

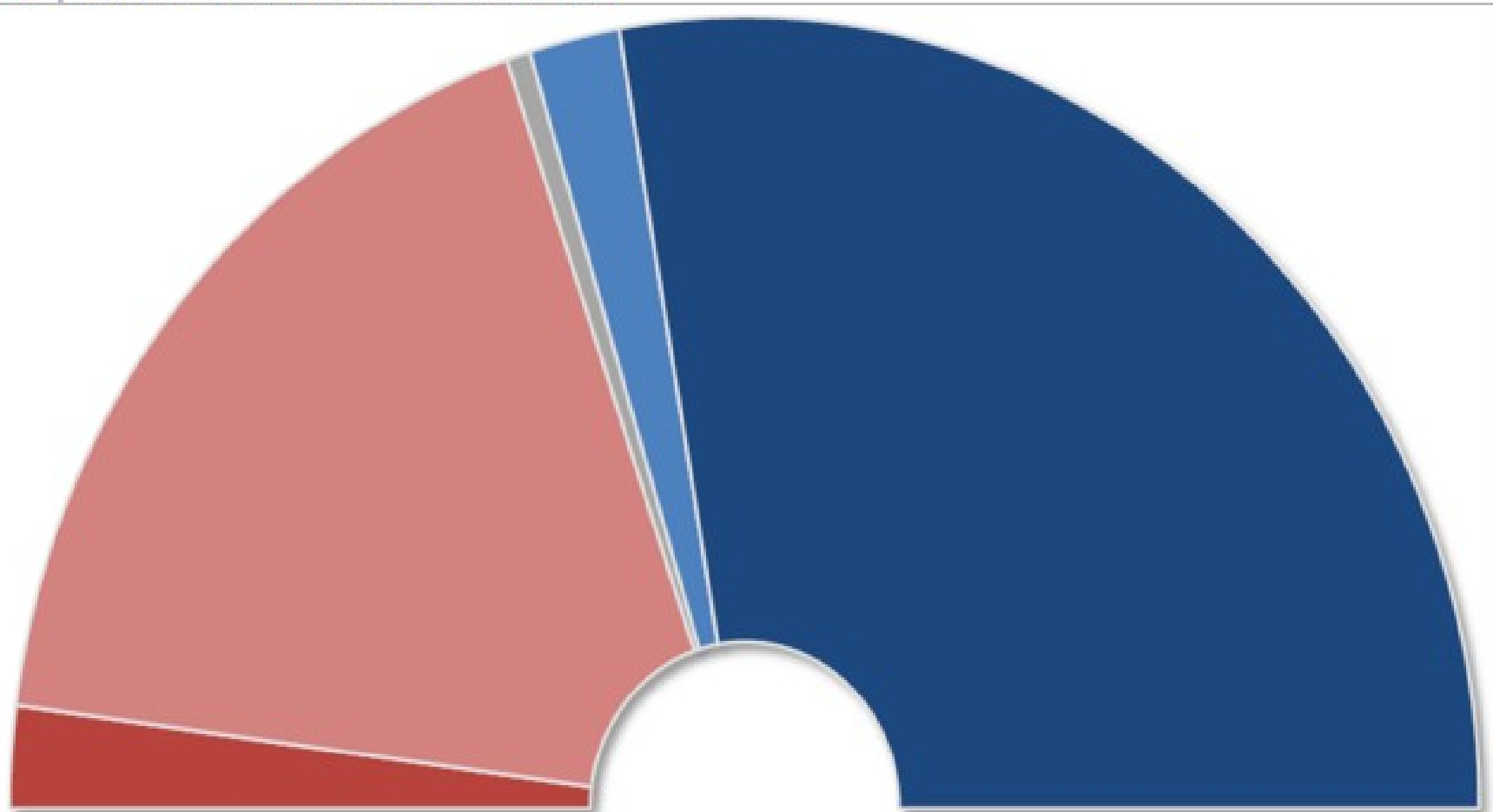
XII^e Législature - Élections des 9 et 16 juin 2002



Majorité

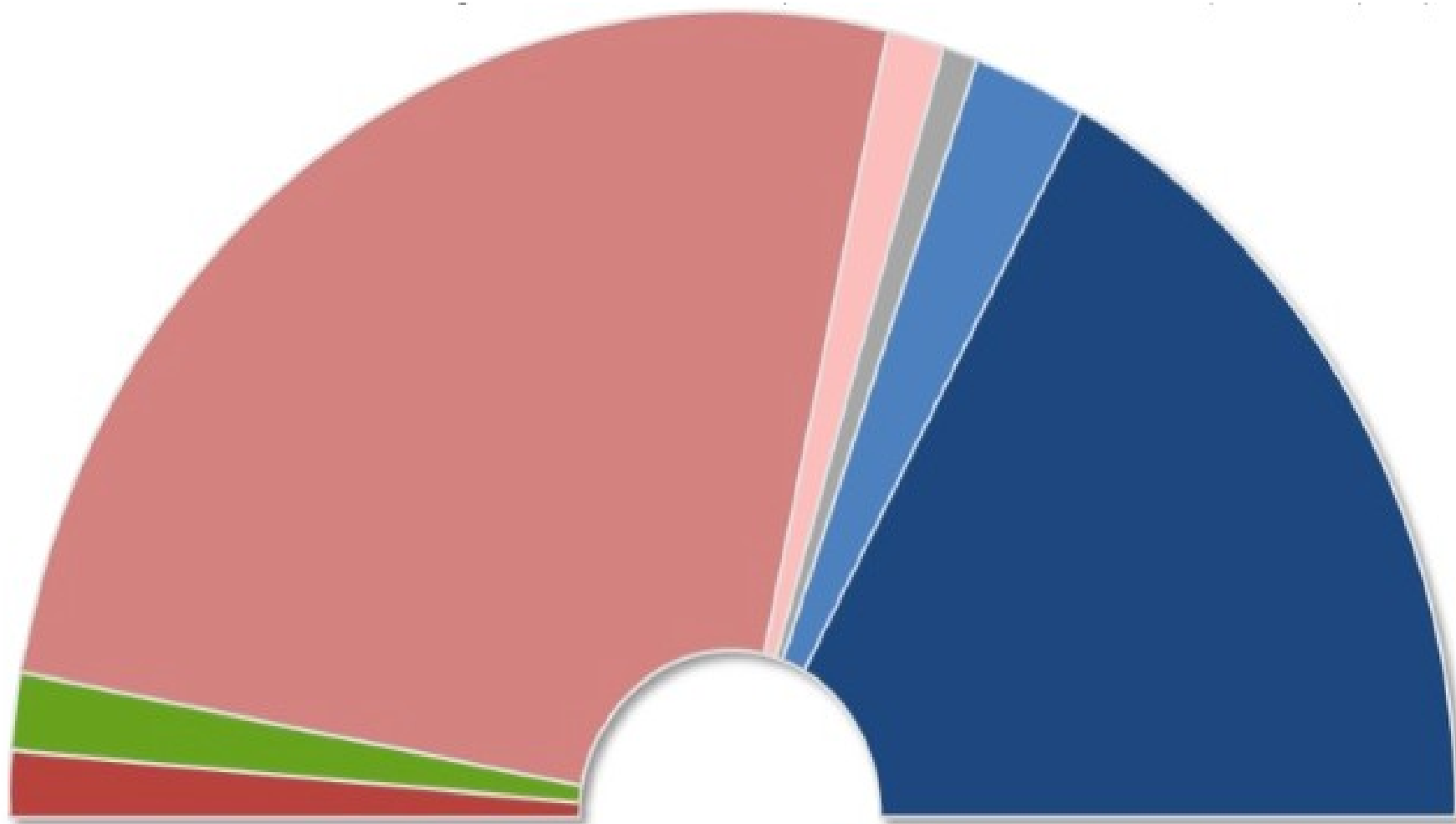
■	Groupe de l'Union pour la Majorité Présidentielle [365]
■	Groupe de l'Union pour la Démocratie Française [29]
■	Groupe Socialiste [141]
■	Groupe Communiste & Républicain [21]
■	Non inscrits [21]

Composition de l'assemblée nationale en 2007



Assemblée Nationale
XIII^e Législature - Élections des 10 et 17 juin 2007

- Gauche démocrate et républicaine [24]
- Socialiste, radical et citoyen [204]
- Non-inscrits [6]
- Nouveau centre [23]
- Union pour un mouvement populaire [320]



Assemblée Nationale

XIV^e Législature - Élections des 10 et 17 juin 2012

- Gauche démocrate et républicaine [15]
- Ecologiste [18]
- Socialiste, républicain et citoyen [295]
- Radical, républicain, démocrate et progressiste [15]
- Non-inscrits [9]
- Union des démocrates et indépendants [29]
- Union pour un mouvement populaire [196]